



” Les études européennes en République tchèque, entre héritages communistes et incitations communautaires ”

Laure Neumayer

► To cite this version:

Laure Neumayer. ” Les études européennes en République tchèque, entre héritages communistes et incitations communautaires ”. Politix, 2010, pp.125-144. halshs-00963698

HAL Id: halshs-00963698

<https://shs.hal.science/halshs-00963698>

Submitted on 21 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES ÉTUDES EUROPÉENNES EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Entre héritages communistes et incitations communautaires

Laure Neumayer

De Boeck Université | *Politix*

2010/1 - n° 89
pages 125 à 144

ISSN 0295-2319

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-politix-2010-1-page-125.htm>

Pour citer cet article :

Neumayer Laure , « Les études européennes en République tchèque » Entre héritages communistes et incitations communautaires,
Politix, 2010/1 n° 89, p. 125-144. DOI : 10.3917/pox.089.0125

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Université.

© De Boeck Université. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les études européennes en République tchèque

Entre héritages communistes et incitations communautaires

Laure NEUMAYER

Résumé – L'invention d'une sous-discipline dédiée à l'intégration européenne au sein de la science politique tchèque montre que les effets de la construction communautaire sur les espaces académiques nationaux sont filtrés par d'importants effets de structure. La configuration changeante des études européennes au cours des années 1990 résulte d'une série d'investissements de la part d'« entrepreneurs d'Europe » qui possèdent des savoirs et des savoir-faire valorisés pendant la période de pré-adhésion, et à qui la coopération scientifique communautaire permet de développer des capitaux cosmopolites. Ces universitaires se positionnent toutefois dans l'espace scientifique conformément à l'équilibre entre capitaux intellectuels, académiques et politiques que leur trajectoire antérieure, parfois entamée avant 1989, leur permet de réaliser. Dans un espace académique tchèque encore peu stabilisé, l'importation des études européennes est ainsi influencée par une proximité entre acteurs politico-administratifs et acteurs universitaires qui tient tant à l'héritage communiste qu'aux logiques de la construction communautaire.

Dans les nouveaux États membres de l'Union européenne, les espaces scientifiques sont entrés dans une phase de profonde recomposition après la chute du communisme. Les réformes successives de l'enseignement supérieur et de la recherche ont globalement dégradé les conditions d'exercice de la profession académique en termes de statut social et de rémunérations – jusqu'aux titres universitaires dont certains, parce qu'ils illustraient la soumission passée aux injonctions du pouvoir, ont été tout bonnement supprimés. Les cursus, les frontières disciplinaires, les paradigmes et objets dominants, de même que les coopérations internationales nécessaires pour construire ou maintenir son rang ont été profondément affectés par l'ouverture d'espaces scientifiques auparavant restreints au bloc de l'Est en tant que lieu de légitimation et de circulation des savoirs. La fin de l'inféodation de la science à la politique a produit des effets particulièrement puissants sur les sciences sociales, qui faisaient l'objet dans les régimes communistes d'un contrôle idéologique pouvant aller jusqu'à l'interdiction de certaines disciplines jugées « bourgeoises ».

Le degré de subordination de l'espace académique a toutefois varié selon les pays du bloc et selon les époques. Après la Seconde Guerre mondiale, à l'exception des brèves périodes de 1945-1948 et 1965-1969, les sciences sociales tchécoslovaques¹ se caractérisent par une soumission particulièrement forte aux autorités politiques ; une grande discontinuité sur le plan des institutions comme des individus, sous l'effet de purges et de redécoupages successifs des instituts de recherche et des universités ; un isolement par rapport aux sciences sociales occidentales plus poussé que dans d'autres démocraties populaires comme la Hongrie ou la Pologne². Le changement de régime en 1989 s'y traduit notamment par la (re)naissance d'une discipline, la science politique, longtemps interdite, mais puisant dans des disciplines précédemment tolérées – à condition d'exprimer une loyauté envers le régime – comme la sociologie, l'histoire ou les relations internationales. Au cours des années 1990, un processus de spécialisation interne à la science politique conduit à l'émergence de la sous-discipline des « études européennes » qui se donne à voir sur le plan de la recherche (publications et participation à des groupes de recherche internationaux), de l'enseignement (développement de cursus en questions européennes) comme des structures scientifiques (création d'associations professionnelles et de réseaux de recherche spécialisés).

C'est cette invention d'une sous-discipline dédiée à l'étude de l'intégration européenne que cet article se propose d'interroger, à partir d'une analyse de la spécialisation de certains acteurs académiques qui deviennent de véritables

1. Cet article est centré sur le cas tchèque, après la scission de la fédération tchécoslovaque en 1993.

2. Cf. Kaase (M.), Sparschuh (V.), Wenninger (A.), eds., *Three Social Science Disciplines in Central and Eastern Europe: Handbook on Economics, Political Science and Sociology (1989-2001)*, Berlin-Bonn-Budapest, GESIS, 2002.

« entrepreneurs des questions européennes », possédant non seulement des savoirs scientifiques sur la construction communautaire, mais aussi des savoir-faire leur permettant d'occuper des positions clés à l'interface entre l'espace communautaire et l'espace national. Ces acteurs feront l'objet d'une approche sociologique de l'eupéanisation qui s'interroge sur leurs positions et trajectoires à partir de l'hypothèse selon laquelle « l'autonomisation et la structuration des champs sociaux apparaissent dans les pratiques et les trajectoires des agents et des institutions³ ». Dans un espace européen en voie d'autonomisation, certains agents se dotent en effet de ressources⁴ utilisables pour des repositionnements au niveau national, tout en faisant usage dans l'espace communautaire des capitaux acquis dans les espaces nationaux. Une telle étude des « courtiers » situés entre le niveau national et le niveau européen de gouvernement amène à s'interroger plus précisément sur ces processus d'acquisition de compétences et d'exercice de pratiques labellisées « européennes », valorisées dans l'espace national comme communautaire⁵.

Si l'émergence des études européennes constitue un cas emblématique des effets de la construction communautaire sur les espaces académiques nationaux, les caractéristiques de ces derniers façonnent en retour l'espace des possibles pour les eupéanistes. Après 1989, les sciences sociales tchèques renaissent sous l'effet des investissements successifs de trois générations d'universitaires qui réalisent un équilibre différent entre capital politique, académique et intellectuel. La constitution de la communauté des eupéanistes est le produit de ces luttes symboliques : bien qu'ils cherchent tous à l'emporter dans la redéfinition de la hiérarchie des profils et des disciplines en valorisant la possession de capitaux cosmopolites (connaissance des langues étrangères, expérience de la mobilité internationale, insertion dans des réseaux scientifiques internationaux), les spécialistes tchèques de la construction communautaire se différencient en termes de trajectoire, de discipline d'origine et de proximité avec les acteurs politiques et gouvernementaux nationaux.

Cette structuration des études européennes sera exposée en deux temps : leur création en tant que sous-discipline par une importation de savoirs déjà constitués, à travers des dynamiques croisées de renouvellement et d'inertie des cadres

3. Cf. Dezalay (Y.), Rask Madsen (M.), « La construction européenne au carrefour du national et de l'international », in Cohen (A.), Lacroix (B.), Riutort (P.), dir., *Les formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, PUF, 2006.

4. On peut distinguer deux types de capitaux dans l'espace universitaire : le capital académique tiré de fonctions institutionnelles et de titres universitaires ; le capital intellectuel tiré principalement de publications et d'appartenance à des groupes de recherche. Cf. Bourdieu (P.), *Homo academicus*, Paris, Minuit, 1984.

5. Cf. Georgakakis (D.), dir., *Les métiers de l'Europe politique. Acteurs et professionnalisation de l'Union européenne*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2002 ; Pasquier (R.), Weisbein (J.), « L'Europe au microscope du local. Manifeste pour une sociologie politique de l'intégration communautaire », *Politique européenne*, 12, 2004.

académiques (I), et les logiques de la spécialisation en affaires européennes dans un pays en voie d'adhésion à l'UE, qui font de l'insertion dans des réseaux de recherche soutenus par la Commission européenne et de la réalisation d'expertise pour le gouvernement tchèque, des voies privilégiées de consolidation des positions dans l'espace scientifique national (II).

Les études européennes entre renouvellement et inertie des cadres académiques

La chute du régime communiste en 1989 permet la renaissance des sciences sociales tchécoslovaques dans les disciplines précédemment interdites (comme la science politique) ou tolérées (la sociologie, les relations internationales et l'histoire⁶). La nouvelle économie des ressources nécessaires à une carrière académique se traduit par une redéfinition de la hiérarchie entre les disciplines qui dévalorise celles qui étaient les plus proches de l'espace politique, comme la philosophie ou l'étude du marxisme-léninisme, et par un renouvellement générationnel parmi les détenteurs du pouvoir académique. Ces rééquilibrages, de même que le déroulement du processus de pré-adhésion, déterminent la configuration changeante des études européennes.

La subordination de la science à la politique dans la Tchécoslovaquie communiste

L'instauration d'un système politique de type soviétique après 1948 en Tchécoslovaquie se traduit par l'imposition d'un contrôle idéologique sur les activités académiques qui, s'il varie en intensité au cours du temps et entre les disciplines, ne se relâche jamais complètement. L'histoire des sciences sociales, qui épouse étroitement l'histoire du régime, reflète une lutte de l'espace académique pour défendre son autonomie par rapport à l'espace politique. Quelle que soit la discipline considérée, le capital politique tiré de l'appartenance au KSČ (Parti communiste tchécoslovaque) est crucial dans le déroulement de la carrière. Le capital académique découle du capital politique et la fermeture de l'espace scientifique complique l'accumulation de capital intellectuel.

Sous le stalinisme, l'organisation soviétique du secteur scientifique en trois axes est répliquée dans les pays satellites⁷. La recherche est chapeautée par l'Académie des sciences, institution la plus prestigieuse, tandis que les universités

6. Cf. Lavabre (M.-C.), Marès (A.), dir., « Mémoires du communisme », *Cahier du Cefres*, 26, 2001 ; Forest (M.), Mink (G.), dir., *Post-communisme : les sciences sociales à l'épreuve*, Prague, CEFRES, 2003 ; Mayer (F.), *Les Tchèques et leur communisme. Mémoire et identités politiques*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2003.

7. Cf. Bafail (F.), « À quoi servait la sociologie en RDA ? », *Revue française de sociologie*, 32 (2), 1991 ; Mespoulet (M.), « Quelle sociologie derrière le "rideau de fer" ? », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 16, 2007.

sont chargées de l'enseignement supérieur (sans mener d'activités de recherche) et que des instituts de recherche spécialisés sont créés dans les ministères d'État et au Comité central du parti. En Tchécoslovaquie, la science politique, qui cherche à s'émanciper de la sociologie⁸, est particulièrement réprimée par le nouveau régime. Entre 1945 et 1948, une brève période de liberté permet la publication de quelques ouvrages et la création, sur le modèle de la LSE de Londres, de la Haute École des sciences politiques et économiques de Prague – qui ferme cependant ses portes dès 1953. La science politique est ensuite remplacée par des cours obligatoires dédiés au matérialisme historique, à la théorie marxiste, à la politique économique et au « communisme scientifique ». Des chaires correspondant à ces enseignements, dont le contenu est placé sous le contrôle du Parti, sont créées dans toutes les universités. Les contacts avec les communautés scientifiques occidentales sont rompus et les universitaires qui refusent de rejoindre le parti sont internés ou forcés à l'exil.

La déstalinisation suscite l'apparition d'un clivage politique dans l'espace scientifique entre d'une part les communistes orthodoxes, fidèles au dogme marxiste-léniniste, et d'autre part les réformistes qui privilégient les études empiriques, descriptives, réalisées sans cadre théorique explicite afin de se soustraire au contrôle idéologique. Ces derniers jouent un rôle central dans le développement des sciences sociales dans la seconde moitié des années 1960, à la faveur de la libéralisation contrôlée qui culmine dans le printemps de Prague. Ces *soixante-huitards*⁹ sont à l'origine de la création de l'Association tchécoslovaque de science politique en 1964 et de la réintroduction de la discipline dans les cursus universitaires en 1967, ainsi qu'à l'Institut de l'État et du droit de l'Académie des sciences. La science politique renaît brièvement grâce à des publications (Lubomír Brokl, Miroslav Jodl, Pavel Machonin, Jan Škaloud, Zdeněk Mlynář) et des tentatives d'importation de certains travaux étrangers sous forme de traductions. Cette même génération s'investit dans le développement des relations internationales au sein d'une institution très dépendante de l'espace politique, l'Institut de la politique et de l'économie internationale (ÚMPE). Fondé en 1957 grâce au dirigeant communiste Jiří Hájek, qui place son assistant Vladimír Soják à sa tête, l'ÚMPE remplit une mission de formation

8. La sociologie est établie comme discipline académique dans les Pays tchèques au tournant du XX^e siècle alors que la science politique n'est pas enseignée à l'université et ne dispose ni de revue ni de maison d'édition.

9. Nés avant la seconde guerre mondiale, les *soixante-huitards* entament leurs études et adhèrent au parti dans les années 1950, avant d'occuper les positions de pouvoir dans l'espace académique dans les années 1960. Sanctionnés après 1968 pour avoir encouragé les réformes vers le « socialisme à visage humain », les uns quittent le pays tandis que d'autres rejoignent l'opposition au régime, au risque de perdre leur emploi scientifique ou d'être relégués à des postes subalternes. Cf. « Osudy sociologie na akademické půdě 1962-1989 » (Destins de la sociologie dans le champ académique de 1962 à 1989), *Sociologický časopis*, 5, 2004 ; Drulák (P.), Druláková (R.), « The Czech Republic », in Jorgensen (K. E.), Knudsen (T. B.), eds., *International Relations in Europe: Traditions, Perspectives and Destinations*, London, Routledge, 2006.

des diplomates et d'expertise pour le ministère des Affaires étrangères. Dans la seconde moitié des années 1960, les *soixante-huitards* qui le dirigent prônent la prise d'autonomie par rapport à Moscou et la réforme du COMECON, sans pour autant préconiser la sortie du bloc soviétique¹⁰. La sociologie, quant à elle, après avoir été interdite en 1948 en tant que « pseudo-science bourgeoise », est à nouveau enseignée à l'université dans sa version marxiste dans les années 1960. En 1965, la discipline fonde son association professionnelle, son centre de recherche à l'Académie des sciences et sa revue. Entre 1965 et 1969, les *soixante-huitards*, qui cherchent à moderniser la société conformément à la conception scientifique du monde développée par l'idéologie marxiste, produisent d'importants travaux sur la stratification sociale¹¹.

Après la répression du Printemps de Prague, l'espace académique perd toute autonomie et les *soixante-huitards* sont évincés des postes de pouvoir au profit des représentants de la *normalisation*¹². La science politique est interdite et seuls subsistent des îlots de liberté académique autour de certains universitaires (Petr Pithart, Václav Benda, Rudolf Kučera) qui opèrent au sein ou à la marge de l'opposition démocratique – dans des séminaires en appartement à Prague, à l'« Université souterraine » de Brno ou dans certaines associations chrétiennes. De nombreux politistes *soixante-huitards*, comme Zdeněk Mlynář¹³, choisissent l'exil. L'ÚMPE fait également l'objet de purges sévères avant d'être rebaptisé Institut des relations internationales (ÚMV) et peuplé majoritairement de diplomates à la retraite. En sociologie, les purges et les interdictions d'enseigner se multiplient dans les années 1968-1970. Dans les facultés les départements de sociologie sont fermés ou dédiés à la philosophie marxiste-léniniste, tandis que l'Académie des sciences se dote en 1970 d'un nouvel Institut de sociologie peuplé de chercheurs de second rang loyaux envers le régime. Les critères d'obtention de doctorat sont assouplis¹⁴ et le ministère de l'Éducation intensifie son contrôle sur le contenu des enseignements universitaires. Bien qu'aucune réflexion incompatible avec les dogmes du marxisme-léninisme ne puisse être

10. Cf. Drulák (P.), Kratochvil (P.), *50 let českého výzkumu mezinárodních vztahů : od ÚMPE k ÚMV* (50 ans de recherche tchèque en relations internationales : de l'ÚMPE à l'ÚMV), Prague, ÚMV, 2007.

11. Notamment Machonin (P.), *Československá společnost. Sociologická analýza sociální stratifikace* (La société tchécoslovaque. Une analyse sociologique de la stratification sociale), Prague, 1969.

12. Plus que l'appartenance à une classe d'âge, les conditions d'occupation de la profession définissent la catégorie de la *normalisation* désignant ici les universitaires qui participent, après 1969, à la production des sciences sociales officielles et acquièrent pour certains des postes hiérarchiques élevés.

13. Né en 1930, fervent communiste dans les années 1950 et membre du Comité central du KSČ dans les années 1960, Zdeněk Mlynář prend en 1968 la tête de « l'équipe de recherche pour les réformes du système politique » à l'Institut pour l'État et le droit de l'Académie des sciences. Il s'exile à Innsbruck pendant la normalisation où il poursuit sa carrière de professeur en science politique.

14. Le « petit doctorat » (qui confère le titre de PhDr. placé avant le nom) est obtenu à l'issue d'une maîtrise, sans réaliser de travail de recherche. Il permet d'obtenir le titre de CSc. (« Candidat en sciences ») attribué par l'Académie des sciences à ses chercheurs. Après 1989, les doctorats qui sanctionnent au moins trois années de recherche donnent le titre de Ph.D. placé après le nom.

officiellement développée, une sociologie informelle se développe dans des groupes de discussion et des équipes de recherche appliquée¹⁵.

(Re)constitution de la science politique et émergence des études européennes

Le système hiérarchique des institutions de sciences sociales supervisées par le KSC est démantelé après 1989¹⁶. Les anciennes élites académiques, volontairement ou sous la pression de leurs pairs, quittent leurs postes pour rejoindre le secteur privé, prendre leur retraite ou occuper des positions moins élevées dans leur institution d'origine¹⁷. Discredités pour leurs liens avec le régime précédent, les Départements de philosophie et de droit et les Instituts de marxisme-léninisme ne peuvent constituer les viviers des futurs politistes. Ce sont des historiens, sociologues, internationalistes et experts en aires culturelles *soixante-huitards* qui fondent les nouveaux départements de science politique entre 1990 et 1994 en mobilisant des capitaux acquis sous le socialisme. Ils sont évincés par la génération de la *normalisation* qui capte les positions de pouvoir au milieu des années 1990 grâce à des reconversions réussies. Cette dernière est ensuite concurrencée par la génération *postcommuniste*, formée en science politique après 1989, qui engage une lutte pour la redéfinition de la compétence professionnelle au nom de la prédominance du capital intellectuel sur le capital académique. Cette évolution rapidement brossée ici illustre l'importance décroissante, au fil des années 1990, de la possession d'un capital politique qui trouve désormais sa source dans l'opposition au régime communiste de la *normalisation*. Si la structuration des études européennes est déterminée par cette succession de générations, on note également une étroite coïncidence chronologique entre le développement des travaux sur l'intégration européenne et le rapprochement de la République tchèque avec l'Union européenne¹⁸.

Au moment de la redéfinition des cursus en sciences sociales en 1990-1991, seuls quelques enseignants et chercheurs ont étudié la science politique et la majorité d'entre eux se forment rapidement par des séjours à l'étranger. D'anciens exilés et des professeurs étrangers sont également sollicités pour introduire de nouveaux paradigmes et thématiques, offrir des contacts avec les collègues

15. Cf. Spalová (B.), « La révolution de velours dans les sciences sociales tchèques », *Critique internationale*, 32, 2006.

16. L'Académie des sciences, dont le statut est dévalorisé par la réduction de moitié de ses effectifs en 1993, crée en 1990 un Institut de Sociologie traitant notamment de sociologie politique.

17. La loi de lustration interdisant aux anciens cadres du régime d'occuper des positions hiérarchiques (postes de recteurs, vice-directeurs et directeurs de départements) joue cependant un rôle limité dans cette « révolution de velours » académique, Cf. Mayer (F.), *Les Tchèques et leur communisme...*, *op. cit.*

18. La Tchécoslovaquie signe un accord d'association avec l'UE en 1991, renégocié par la République tchèque en 1993. Le pays pose sa candidature à l'adhésion en 1996 et entame ses négociations en 1998. Celles-ci s'achèvent en 2002. Le traité d'adhésion est signé en 2003 et l'adhésion est effective le 1^{er} mai 2004.

étrangers ou assurer des cours en langues étrangères¹⁹. L'Association tchèque de science politique reconstituée soutient la mise en place de nouveaux cursus et standards académiques en organisant des rencontres permettant d'échanger programmes de cours et références de lectures. Les objets canoniques de la discipline sont alors la transition à la démocratie, le développement du système politique tchèque et la politique comparée. Comme pour les autres disciplines des sciences sociales, les politistes sont sollicités pour fournir aux médias et aux gouvernants des éléments d'interprétation des transformations postcommunistes²⁰. Dans cette phase consensuelle de « retour à l'Europe » où les débats sur l'entrée dans la CEE sont rares et les luttes politiques portent avant tout sur le changement de régime²¹, les questions européennes sont valorisées en tant que symbole de la rupture avec le système précédent.

La nouvelle communauté scientifique légitime forme un groupe très hétérogène constitué de dissidents, d'anciens émigrés et de *soixante-huitards* : si les dissidents disposent d'un capital politique indiscutable, ils n'ont ni capital académique (n'ayant souvent pas pu acquérir de titres universitaires) ni intellectuel (pas de publication ni de reconnaissance internationale). Les émigrés disposent de capital intellectuel grâce à leur carrière à l'étranger, mais leur capital académique est limité et leur capital politique est sujet à controverse (s'ils ne se sont pas compromis avec le régime, ils ne l'ont pas non plus affronté directement). La force des *soixante-huitards* est leur capital académique puisqu'ils ont pu accumuler des titres et une expérience universitaire dans les années 1960, bien que leur capital intellectuel soit limité du fait du fonctionnement de l'espace scientifique tchécoslovaque de l'époque, et que leur capital politique soit douteux en raison de leur appartenance passée au parti. C'est pourtant parmi ces derniers que se recrutent les directeurs des nouveaux instituts, comme si le stigmate de l'appartenance passée au KSČ était effacé par les préjudices subis pendant la normalisation. C'est notamment le cas de Václav Kotyk (vice-directeur de l'ÚMV en 1968 et son premier directeur après 1989) et d'Alexandr Ort (également vice-directeur de l'ÚMV en 1968, exclu de l'Institut en 1970 et fondateur du Centre de relations internationales Jan Masaryk à la VŠE (Haute École d'économie) de Prague en 1991).

L'influence décroissante du capital politique sur la carrière se traduit au milieu des années 1990 par l'accession d'universitaires de la *normalisation* à des postes académiques élevés. Zuzana Lehmanová succède ainsi à Alexandr Ort à

19. Cf. Mansfeldová (Z.), « Political Science in the Czech Republic », in Klingemann (H.-D.), Kulesza (E.), Legutke (A.), eds., *The State of Political Science in Central and Eastern Europe*, Berlin, Sigma, 2002.

20. Cf. Spalová (B.), « La révolution de velours dans les sciences sociales tchèques », art. cité ; Pšejka (P.), Holzer (J.), « Political Science – Czech Republic » in Kaase (M.), Sparschuh (V.), Wenninger (A.), eds., *Three Social Science Disciplines in Central and Eastern Europe*, op. cit.

21. Cf. Hadjiisky (M.), « La démocratie par le marché. Le cas des pays tchèques (1989-1996) », *Politix*, 47, 1999 ; Neumayer (L.), *L'enjeu européen dans les transformations postcommunistes – Pologne, Hongrie, République tchèque 1989-2004*, Paris, Belin, 2006.

Encadré 1. Les travaux de la phase de « retour à l'Europe »

L'intégration européenne approchée par la philosophie politique ou l'histoire :

* Le théoricien politique *soixante-huitard* Theodor Syllaba, *Masaryk a myšlenka evropské jednoty* (Masaryk et la réflexion sur l'unité européenne), Prague, 1991.

* Le philosophe réhabilité Miloslav Bednář, « Masaryk's Idea of European Unity: Genesis and Significance », *Czechoslovak and Central European Journal*, 2, 1991.

* L'ex-dissident Jiří Dienstbier, *Sněni o Evropě* (Rêves d'Europe), Prague, 1991.

Theodor Syllaba : né en 1925, membre du KSČ et directeur du premier Département de science politique à l'Université Charles de Prague en 1967 ; exclu du parti et de l'université après le printemps de Prague ; fondateur de ce même Département en 1990.

Miloslav Bednář : né en 1948, docteur en philosophie de l'Université Charles de Prague en 1973, empêché d'exercer son métier pour des raisons politiques. Employé de 1976 à 1990 à l'Institut de journalisme de l'Académie des sciences, auteur de *sami-zdat* puis membre du Forum Civique. Réhabilité en 1990 et chercheur à l'Institut de philosophie de l'Académie des sciences depuis.

Jiří Dienstbier : né en 1937, étudie le journalisme à l'Université Charles de Prague de 1955 à 1960. Adhère au KSČ et devient présentateur à la radio d'État en 1958. Perd son emploi et est exclu du parti en 1969. Signataire de la Charte 77 et porte-parole de ce mouvement de 1979 à 1985, emprisonné de 1979 à 1982. Exerce ensuite des professions manuelles. Ministre des Affaires étrangères de la Tchécoslovaquie de décembre 1989 à 1992.

la tête du Centre Jan Masaryk à la VŠE et Milan Znoj à Theodor Syllaba à l'Université Charles. Cette génération contribue aux nombreux ouvrages sur l'élargissement de l'UE qui sont coordonnés par des fondations étrangères comme la Fondation Bertelsmann, et parfois co-financés par la Direction des études de la Commission européenne, la Banque mondiale ou l'OCDE. Ces publications situées sur un registre mi-politique mi-académique reposent sur la collaboration de chercheurs et de fonctionnaires de ces organisations internationales. Elles mettent l'accent sur les analyses économiques et font de fréquentes recommandations aux acteurs politiques (appels à l'accélération de l'élargissement, critiques des critères d'adhésion ou insistance sur la nécessité d'une réforme de l'UE). Depuis la moitié des années 1990, les controverses politiques sur l'intégration européenne s'intensifient et certains universitaires participent à ces luttes en conseillant les leaders partisans – comme Miloslav Bednář, enrôlé dans le camp du dirigeant conservateur eurosceptique Václav Klaus²², ou Lenka Ravná (cf. *infra*) dans le camp des pro-européens.

22. Président de la section tchécoslovaque du Mouvement européen (1991-1994), il se rapproche de Václav Klaus en 1997 et adhère à l'ODS en 1999. Intègre la commission des affaires étrangères du parti en 2000 en tant que conseiller pour les questions européennes. Miloslav Bednář se prononce contre l'entrée dans l'UE lors du référendum d'adhésion de 2003.

Encadré 2. Les besoins de connaissance dans le contexte de la pré-adhésion

Deux types de publication de la génération de la *normalisation* :

– Ouvrages présentant le degré de préparation à l'intégration des pays candidats :

* Le spécialiste des relations germano-tchèques Vladimír Handl, « Translating the Czech Vision of Europe into Foreign Policy – Historical Conditions and Current Approaches », in Lippert (B.), Schneider (H.), eds., *Monitoring Association and Beyond – The EU and the Visegrad States*, Bonn, Europa Union Verlag, 1995.

* L'économiste Jaroslav Jakš, « The Czech Republic on the Road to the European Union – Problems of the Mutual Interaction of the Transformation and Integration Processes in the 1990s », *Perspectives*, été 1994.

– Les premiers manuels présentant l'Union européenne :

* Jaroslav Jakš, *Co je to, když se řekne Evropská Unie* (De quoi parle-t-on quand on dit Union européenne), Prague, Centre pour la démocratie et la libre entreprise, 1997.

* Miloslav Had, *Evropská společnost : první pilíř Evropské Unie* (La Communauté européenne : le premier pilier de l'Union européenne), Prague, ÚMV, 1997.

Vladimír Handl : né en 1957, diplômé de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) en 1982 et recruté comme chercheur à l'ÚMV. CSc. au MGIMO (1986-1990). Conseiller au Département des Affaires étrangères de la Chancellerie de la Présidence tchèque (1993-1994). Chercheur à l'Institute for German Studies de l'Université de Birmingham (1996-2000). Actuellement chercheur à l'ÚMV.

Jaroslav Jakš : né en 1937, fait ses études à la VŠE où il obtient un diplôme d'ingénieur en économie (1961) avant de devenir CSc. (1968) puis *docent* (1980). Docteur en économie en 1990 puis professeur en 1992²³.

Dans une dernière période au tournant des années 2000, les *soixante-huitards* prennent leur retraite et une génération d'universitaires *postcommunistes*, qui ont obtenu un doctorat en science politique après 1989 et ont souvent effectué une partie de leur formation à l'étranger, entre dans l'espace académique. Ces derniers engagent une lutte avec la génération de la *normalisation* autour de la définition de la compétence scientifique en plaidant pour la reprise des standards occidentaux (adoption du style rédactionnel anglo-saxon, évaluation des articles par des pairs, réflexion théorique et méthodologique plus poussée, etc.). Ils sont à l'origine de l'importation des paradigmes scientifiques anglo-saxons qui remplacent les auteurs tchèques pré-communistes comme références canoniques. Les sciences sociales tchèques sont alors divisées par un clivage entre les individus représentatifs de la *normalisation* formés dans les institutions tchécoslovaques ou à Moscou, où ils ont accumulé un important capital

23. La carrière universitaire commence par l'obtention d'un poste non permanent d'assistant, puis de *docent* (poste permanent obtenu après au moins cinq ans d'enseignement et une soutenance d'habilitation). Le titre de professeur, le plus élevé, n'est pas réservé aux titulaires de doctorats obtenus après 1989.

académique, et les universitaires *postcommunistes* qui dévalorisent le capital intellectuel produit par le régime communiste²⁴.

Encadré 3. Diversification des publications et insertion dans les réseaux internationaux

Trois grands thèmes au début des années 2000 :

*Le fonctionnement de l'UE : Petr Fiala et Markéta Pitrová, eds., *Evropská Unie. Historie, instituce, politika* (L'Union européenne. Histoire, institutions, politique), Brno, Centre pour l'étude de la démocratie et de la culture, 2001.

*L'élargissement de l'UE : Zdenka Mansfeldová (avec V. Sparschuh et A. Wenninger), eds., *Patterns of Europeanization*, Hambourg, Krämer, 2005.

*Les révisions des traités : Lenka Rovná, « Metoda Konventu a evropská ústava » (La méthode de la Convention et la Constitution européenne), in Hrubec (M.), ed., *Spravedlnost a demokracie v evropské integraci* (La justice et la démocratie dans l'intégration européenne), Prague, Filosofia, 2005.

Zdenka Mansfeldová : diplômée en 1974 du Département de sociologie et de psychologie de la Faculté de Philosophie de l'Université Charles de Prague. Obtient un « petit doctorat » en sociologie en 1975. CSc. en sociologie à la Faculté d'État de philosophie de Moscou en 1985-1988 puis chercheuse à l'Académie des sciences. Est actuellement directrice de recherche, directrice du département de sociologie politique et première vice-directrice de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences.

Depuis la fin des années 1990, les politistes tchèques font preuve d'une prédilection pour l'analyse de deux grands projets politiques de l'Union européenne que sont l'élargissement et les réformes institutionnelles. Le choix de ces thématiques montre que les européenistes sont avant tout des praticiens de l'intégration européenne, dont les savoirs et savoir-faire sont particulièrement valorisés pendant la pré-adhésion et les premières années de l'appartenance à l'UE. La préparation de la future entrée dans l'Union a en effet déterminé les deux logiques principales de la spécialisation dans les questions européennes, à savoir l'insertion dans des réseaux de recherche soutenus par les institutions communautaires et la production d'expertise pour le gouvernement tchèque.

Les logiques diversifiées de la spécialisation dans les questions européennes

Les liens des européenistes tchèques avec les élites politico-administratives nationales tiennent à la fois au contexte de pré-adhésion, qui donne à la

24. Cf. Drulák (P.), « Bourdieuvské zamyšlení nad oborem » (Une réflexion bourdieusienne sur notre champ), *Mezinárodní vztahy*, 3, 2007.

thématique européenne une grande visibilité politique et médiatique, et à la logique générale d'une construction communautaire reposant sur de multiples intersections entre espace académique et espace politique²⁵. Ces « entrepreneurs d'Europe » ont pour point commun la possession de capitaux cosmopolites qui sont au principe de la consolidation de leur sous-discipline et du renforcement de leur position dans l'espace académique national. Leur implication dans les études européennes, directement encouragée par les institutions communautaires, varie cependant selon les combinaisons de capital politique, intellectuel et académique que leurs trajectoires leur permettent de réaliser.

Participer à « l'Europe de la connaissance »

Depuis les années 1980, la politique communautaire d'enseignement supérieur et de recherche cherche à naturaliser la dimension « européenne » de ces secteurs d'activité²⁶. La construction de « l'Europe de la connaissance » contribue à redistribuer les ressources entre les institutions académiques et les universitaires qui peuvent ainsi se renforcer au niveau national, se créer une réputation internationale et avoir accès à de nouveaux financements. Le refus de se plier au jeu européen comporte en revanche un risque important de marginalisation. En République tchèque, pays « non hégémonique²⁷ » où la science a subi une perte de prestige et de financements et où la valeur des capitaux circulant dans l'espace académique a été renégociée après le changement de régime, les ressources symboliques et matérielles offertes par les institutions communautaires acquièrent un poids particulier.

Les programmes communautaires produisent une légitimation croisée entre d'une part les institutions communautaires qui cherchent à jouer un rôle dans des domaines initialement hors de leurs compétences, et d'autre part des universitaires centre-européens désireux de s'ajuster aux nouvelles exigences de la carrière, et à qui les labellisations européennes procurent prestige et crédibilité.

25. Cf. Cohen (A.), Weisbein (J.), « Laboratoires du constitutionnalisme européen. Expertises académiques et mobilisations politiques dans la promotion d'une Constitution européenne », *Droit et société*, 60, 2005.

26. Si les premiers programmes voulaient développer le sentiment « d'identité européenne » en encourageant la mobilité entre Etats membres, les politiques des années 2000 visent à créer un « espace européen de la recherche et de l'enseignement supérieur » pour améliorer la place de l'Europe dans la compétition scientifique internationale, Cf. Bruno (I.), « Y a-t-il un pilote dans l'Union ? Tableaux de bord, indicateurs, cibles chiffrées : les balises de la décision », *Politix*, 82, 2008 ; Garcia (S.), « L'Europe du savoir contre l'Europe des banques ? La construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 166-167, 2007 ; Bache (I.), « The Europeanization of Higher Education: Markets, Politics or Learning? », *Journal of Common Market Studies*, 44 (2), 2006.

27. A savoir des pays « dominés dans la division internationale du travail scientifique, [...] qui participent aux grandes collaborations internationales mais se voient souvent attribuer des fonctions secondaires dans des programmes élaborés dans des pays hégémoniques. [Ils] n'ont pas d'instruments financiers capables d'agir sur les grandes tendances de la production de savoir dans le monde [mais] il leur reste des marges de manœuvre, d'une part à l'échelle nationale, pour agir sur leur propre production de connaissance, et d'autre part, dans les choix de sujets et les choix de partenaires avec lesquels ils coopèrent », Cf. Losego (P.), Arvanitis (R.), « La science dans les pays non hégémoniques », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 3, 2008, p. 351.

Bien que certains scientifiques des PECO craignent d'être perçus comme de simples « fournisseurs de données » par des partenaires occidentaux forcés d'intégrer des ressortissants des futurs États membres dans leurs réseaux de recherche, la survie académique passe dans de nombreuses universités par l'inclusion dans des sous-champs disciplinaires déjà constitués au niveau international avec leurs paradigmes, leurs questionnements et leurs institutions scientifiques dominantes. La tradition empirique et la forte discontinuité des sciences sociales tchèques, ainsi que la faible taille de la communauté scientifique, compliquent la formulation de paradigmes alternatifs aux schèmes de pensée anglo-saxons.

La spécificité des études européennes tient au rôle direct joué par les institutions communautaires dans la promotion des enseignements portant sur l'intégration européenne et les tentatives d'organisation transnationale des européenistes. La Commission européenne promeut, en effet, des initiatives visant à relativiser des frontières disciplinaires présentées comme sclérosantes, à renforcer la collaboration internationale réticulaire et à « ouvrir l'université sur la société²⁸ ». Les études européennes, qui correspondent pleinement à cette « bonne forme » de la science par leur applicabilité présumée au marché de l'emploi dans des pays en voie d'adhésion à l'UE, leur ancrage simultané dans plusieurs disciplines, et une « transférabilité » immédiate qui les rend attractives pour les étudiants étrangers, font ainsi l'objet d'une attention soutenue en Europe centrale. Le programme TEMPUS et l'Action Jean Monnet développés par l'Union européenne en 1990²⁹, de même que les Programmes-Cadres de Recherche et de Développement (PCRD), apportent des financements et constituent des lieux privilégiés de socialisation et de circulation des savoirs sur l'Europe. Les institutions européennes soutiennent en outre la constitution de réseaux d'europeanistes comme ECSA (European Studies Associations) ou EPSNet (European Political Science Network) largement structurés autour des questionnements et paradigmes anglo-saxons³⁰.

Ces initiatives rencontrent les investissements de certains universitaires tchèques dans un secteur neuf et perçu comme un outil de distinction particulièrement efficace – soit comme une source de nouvelles opportunités à saisir pour

28. Cf. Keeling (R.), « The Bologna Process and the Lisbon Research Agenda: The European Commission's Expanding Role in Higher Education Discourse », *European Journal of Education*, 41 (2), 2006.

29. Le programme TEMPUS établi dans le cadre du programme d'assistance technique PHARE finance la mobilité des étudiants et des enseignants ainsi que des « projets européens communs » associant des établissements d'enseignement supérieur. L'Action Jean Monnet, étendue aux PECO en 1997, offre des cofinancements aux universités pour créer des enseignements sur l'intégration européenne, Cf. Belot (C.), Brachet (C.), « Note de synthèse. Enseigner l'Europe à travers l'action Jean Monnet. Étude des lieux et pistes de réflexion », *Politique européenne*, 14, 2004.

30. Cf. Popa (I.), « La structuration internationale des études européennes : un espace scientifique dissymétrique », in Georgakakis (D.), De Lassalle (M.), dir., *La « nouvelle gouvernance européenne »*. Genèses et usages politiques d'un livre blanc, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2008 ; Keeler (J. T. S.), « Mapping EU Studies: The Evolution from Boutique to Boom Field 1960-2001 », *Journal of Common Market Studies*, 43 (3), 2005.

entrer dans la carrière, soit comme un élément central dans des stratégies de reconversion. C'est en participant à ces activités, par un jeu croisé de reconnaissance au niveau national et européen et de cumul de positions, qu'émerge au cours des années 1990 un petit groupe d'universitaires spécialisés dans la construction communautaire. Ces professionnels de la coopération européenne mobilisent les ressources valorisées dans cet espace : une expérience de la mobilité acquise par un poste ou un séjour d'études à l'étranger, des compétences linguistiques et une connaissance de la littérature anglo-saxonne. L'insertion dans différents réseaux qui interagissent, parfois avec le soutien des institutions communautaires, leur permet d'accumuler des ressources valorisées au niveau européen et d'obtenir des positions d'autorité au niveau national.

Trois investissements dans les questions européennes

Une analyse des trajectoires de trois universitaires sélectionnés selon le double critère de l'insertion internationale (participation à des programmes communautaires) et des positions institutionnelles importantes (directeurs d'Institut ou de Département, responsables d'associations de science politique), permet de montrer que la sous-discipline des études européennes est clivée selon deux lignes de fracture : l'ancrage disciplinaire, déterminé par la formation des européenistes ; le degré de proximité avec les acteurs politico-administratifs, qui va de la simple production d'expertise pour le gouvernement tchèque à l'entretien de réseaux mêlant diplomates, fonctionnaires communautaires et universitaires, en passant par l'appartenance à des *think tanks* proches de partis politiques.

La combinaison de l'héritage du communisme et de l'insertion dans l'espace scientifique européen après 1989 produit en outre une disjonction entre trajectoires individuelles et institutionnelles : de jeunes institutions constituent des lieux de reconversion pour des universitaires représentant la génération de la *normalisation*, tandis que des institutions datant de la période communiste abritent des carrières entamées après 1989. La variété des trajectoires et des ressources des européenistes conduit à distinguer d'une part un investissement exclusif dans les questions européennes, reposant sur un lien étroit avec l'espace politico-administratif et une valorisation du capital académique, et d'autre part un investissement plus périphérique à partir d'une mise en avant du capital intellectuel. Si, dans le premier cas, la construction communautaire est au cœur de la carrière après la chute du communisme, elle constitue dans le second cas une corde supplémentaire à son arc qui s'ajoute, sans s'y substituer, à d'autres thèmes de recherche producteurs de reconnaissance.

La première trajectoire, celle de Lenka Rovná, représente les « pionniers » d'une coopération européenne qui permet à la génération de la *normalisation* de se reconvertir sur le plan disciplinaire en transformant un capital académique en capital intellectuel, et de consolider de nouvelles filières universitaires grâce aux financements communautaires.

Les études européennes se structurent à l'université Charles de Prague à la fin des années 1990, à l'issue de plusieurs refontes des cadres institutionnels. Le Département de science politique fondé en 1990 à la Faculté des sciences sociales se scinde en 1994 entre l'Institut de science politique, spécialisé en théorie politique et en philosophie politique, et l'Institut d'études territoriales internationales créé par l'historien germaniste *soixante-huitard* Jan Křen, qui souhaite développer des enseignements pluridisciplinaires³¹. L'Institut offre d'abord des spécialisations en « aires culturelles » sur les espaces américain, russe et est-européen, puis ouest-européen en 1997. Un projet TEMPUS permet alors de monter dans cette dernière filière des cours sur la construction communautaire, ainsi qu'un programme de mobilité étudiante avec trois institutions étrangères dont le Collège de l'Europe de Bruges. Ce projet vise également à créer « une plate-forme durable qui continuerait à développer des activités liées à l'UE – en particulier la sensibilisation du grand public aux relations entre l'UE et la République tchèque, la recherche et la formation de certains groupes cibles – élèves du collège à l'université, fonctionnaires, secteur privé, ONG³² ». Ce Département se positionne d'emblée comme un lieu de production d'expertise sur la construction communautaire en créant l'association « EUROPEUM Institute for European Policy », animée majoritairement par ses doctorants et enseignants. Initialement financée par TEMPUS, cette association s'est transformée en *think tank* régulièrement sollicité par le gouvernement tchèque pour assurer la formation des fonctionnaires en matière européenne, d'abord dans la phase de pré-adhésion puis avant la présidence tchèque de 2009.

Ce premier projet TEMPUS est porté par une universitaire qui a accompli plusieurs reconversions disciplinaires. Titulaire d'un « petit doctorat » en histoire obtenu en 1980 et du titre de CSc. en histoire de la Tchécoslovaquie en 1985, Lenka Rovná effectue un court séjour d'études à Oxford dès 1988. Au moment du changement de régime, elle embrasse les études britanniques et devient *docent* en science politique à la VŠE (Haute école d'économie de Prague). Elle est ensuite *visiting professor* à l'Université de Calgary entre 1991 et 1995, où elle coordonne en 1994 un programme de coopération scientifique entre le Canada et la Russie financé par la Fondation Gorbatchev. À son retour du Canada, forte de cette expérience internationale et de sa spécialisation en études britanniques, Lenka Rovná fonde le Département d'études ouest-européennes à l'Institut des études internationales. Celui-ci est fortement soutenu par les institutions communautaires avec l'attribution simultanée, en 1999,

31. Jan Křen : diplômé en histoire à la Haute école des sciences politiques et économiques en 1953 ; enseignant en histoire moderne à la Faculté de philosophie de l'Université Charles entre 1953 et 1969 ; exclu en 1970 de l'Université ; occupe un emploi manuel tout en publiant en *samizdat* ; fonde le Centre d'études allemandes et autrichiennes en 1992 ; fonde l'Institut d'études territoriales internationales en 1994, Cf. Drulák (P.), Druláková (R.), « The Czech Republic », in Jorgensen (K. E.), Knudsen (T. B.), eds., *International Relations in Europe: Traditions, Perspectives and Destinations*, London, Routledge, 2006.

32. <http://zes.fsv.cuni.cz/index-en.php?site=est-profil>.

d'une chaire Jean Monnet de science politique et du premier « centre d'excellence » Jean Monnet d'Europe centrale, tous deux dirigés par Lenka Rovná³³. Cette dernière obtient en 2006 une chaire Jean Monnet *ad personam* et reçoit en 2007 la « médaille de bronze de l'éducation et de la formation tout au long de la vie » de la Commission européenne, qui récompense notamment ses activités « en direction d'un large public ».

Une telle trajectoire repose sur un positionnement au carrefour de plusieurs réseaux interconnectés, constitués pour répondre aux besoins de formation en questions européennes en République tchèque et aux besoins de connaissances sur un futur État membre en Europe de l'Ouest. Le « label d'excellence » Jean Monnet facilite l'insertion de Lenka Rovná dans plusieurs réseaux scientifiques communautaires financés par le 6^e PCRD et le 7^e PCRD. Réalisant une conjonction entre les espaces académique et politique, Lenka Rovná participe à la fondation de groupes de recherche sur les réformes institutionnelles européennes, tout en étant représentante suppléante du gouvernement tchèque auprès de la Convention pour l'avenir de l'Europe en 2002-2003. À partir de 2006, les ressources financières et symboliques de la chaire Jean Monnet *ad personam* lui permettent de construire un vaste réseau transnational réunissant universitaires, hommes politiques, diplomates, fonctionnaires communautaires et experts de *think tanks*, qui prend la forme de conférences régulières sur l'actualité de l'UE à l'Université Charles.

Lenka Rovná consolide ainsi la spécialisation « études européennes » au sein du Département d'études ouest-européennes. Ce dernier correspond aux conceptions communautaires de l'enseignement supérieur, axées notamment sur la mobilité des étudiants, avec la création en 2005 d'un « Euromasters/Transatlantic Master » en études européennes avec sept universités étrangères, et d'un Master en études européennes en langue anglaise à l'automne 2009. Conformément au parcours de sa fondatrice et à son ancrage dans un institut dédié à l'étude des aires culturelles et à la formation des futurs experts tchèques, la conception des études européennes qui prévaut dans ce Département est de nature interdisciplinaire. Jouer pleinement la carte des capitaux académiques et des financements communautaires permet de légitimer une nouvelle institution, mais aussi de parfaire une reconversion qui place Lenka Rovná au cœur des études européennes tchèques : elle est ainsi présidente de l'association ECSA tchèque de 1999 à 2006 et obtient même en 2001 une « Action Jean Monnet » dédiée au soutien à ce réseau.

33. L'Action Jean Monnet soutient quatre formats d'enseignements : les « modules européens » de courte durée ; les « cours permanents » sur une année académique ; les « chaires Jean Monnet », postes d'enseignant à temps complet entièrement dédié à l'intégration européenne et depuis 1996 les chaires Jean Monnet *ad personam* attribuées à des professeurs consacrant déjà un temps plein d'enseignement à l'intégration européenne ; les « pôles européens », structures pluridisciplinaires chargées de développer des activités sur l'intégration européenne dans les universités et en direction d'un large public.

Le second type de trajectoire repose sur une implication plus périphérique dans les questions européennes de la part de la génération *postcommuniste* qui investit de manière plus médiatisée les intersections entre espace académique et politique, en répondant aux nombreuses demandes d'expertise en matière européenne émanant du gouvernement tchèque. Le premier de ces cas illustre un investissement dans les questions européennes à partir d'un ancrage disciplinaire en Relations internationales. Il représente les universitaires nés au début des années 1970, qui profitent du changement de régime pour étudier à l'étranger. S'étant ainsi approprié les paradigmes anglo-saxons, une accumulation rapide de capital intellectuel leur permet de publier une part importante des travaux tchèques sur les questions européennes au tournant des années 2000 et, pour certains, de transformer ces ressources en capitaux académiques. C'est par exemple la trajectoire du jeune directeur de l'Institut des Relations internationales (ÚMV), fondé en 1957 et qui s'est maintenu dans l'espace scientifique après 1989 tout en conservant des liens étroits avec le ministère des Affaires étrangères.

Après avoir obtenu une maîtrise en commerce international à la VŠE en 1993, Petr Drulák étudie le commerce international et la politique internationale à l'Université d'Anvers dans le cadre du programme TEMPUS. De retour à la VŠE en 1994, il étudie la philosophie et la politique internationale et rédige un mémoire sur la création de l'OTAN. Obtenant un poste d'assistant et de « doctorant interne » dans cette institution³⁴, il achève en 2000 une thèse sur « L'interprétation de l'origine de la Guerre froide ». Il a entre-temps obtenu un poste de chercheur à l'ÚMV, qui se distingue à cette époque des autres institutions académiques par la qualité de sa bibliothèque et son intégration à des projets de recherche internationaux. Convaincu de la nécessité d'une « ambition théorique » pour s'intégrer sur un pied d'égalité à l'espace scientifique international, déplorant le poids persistant de la méthode empirique héritée du régime communiste dans les sciences sociales tchèques³⁵, Petr Drulák investit la théorie des relations internationales en publiant en 2003 un manuel de théorie des RI puis en dirigeant en 2008 un ouvrage sur la méthode qualitative en RI.

Son insertion internationale se donne à voir dans de multiples séjours de recherche à l'étranger (États-Unis, Allemagne, Collège d'Europe de Bruges, Institut universitaire européen de Florence), dans des publications dans des revues centrales de la discipline (*International Relations and Development* et *Journal of European Public Policy*) et dans une participation au projet CONNEX du 6^e PCRD. En République tchèque, Petr Drulák accumule des capitaux académiques à l'ÚMV dont il dirige le département de recherche entre 2000-2001 avant d'en devenir le vice-directeur, puis le directeur en 2004. Il intègre des

34. L'équivalent d'allocataire de recherche-moniteur dans le cadre français.

35. Cf. Drulák (P.), « Bourdieuvské zamyšlení nad oborem », art. cité.

revues scientifiques nationales (*Mezinárodní Vztahy*) et internationales (*Journal of International Relations and Development*) ainsi que des associations tchèques et internationales de science politique, comme le *Steering Committee* « RI » de l'ECPR. Enfin, il appartient au Conseil scientifique de plusieurs facultés (Prague, Plzeň, Institut für Europäische Politik de Berlin).

L'investissement plus tardif de Petr Drulák dans les questions européennes suit le développement de la recherche sur l'intégration européenne à l'ÚMV. Celle-ci est d'abord étudiée par des économistes, des spécialistes des États membres de l'UE qui analysent la politique européenne de ces derniers, ou sous l'angle du développement des relations avec la République tchèque. L'intégration européenne est ensuite approchée à partir d'objets des relations internationales comme les questions de sécurité, avant d'être considérée à partir du début des années 2000 comme une sous-discipline spécifique – en témoignent les recherches menées sur l'identité européenne, le fonctionnement des institutions communautaires ou les réformes institutionnelles de l'UE. Les sollicitations du gouvernement tchèque, des médias et des fondations étrangères sont à l'origine du développement des études européennes à l'Institut. Ce dernier, qui possède toujours des liens étroits avec le ministère des Affaires étrangères pour la nomination de son directeur et ses financements³⁶, est très régulièrement sollicité pour réaliser des expertises sous forme de *policy papers* ou pour organiser des conférences réunissant diplomates et chercheurs sur des sujets d'actualité (négociations d'adhésion, révisions des traités, priorité de la présidence tchèque de l'UE de 2009). Bien que ses chercheurs publient aussi des travaux dans des revues centrales de la sous-discipline (*Journal of European Public Policy*, *Journal of Common Market Studies* ou *European Journal of Political Research*), l'ÚMV approche les études européennes à partir d'une proximité avec l'espace politique héritée du régime précédent³⁷.

Les questions européennes sont également investies par des membres de cette génération qui entament leur carrière dans la toute dernière phase du régime communiste et acquièrent ensuite des capitaux intellectuels en obtenant un doctorat en science politique conforme aux nouveaux standards académiques. Une implication non exclusive dans les questions européennes les amène à franchir les différentes étapes des Actions Jean Monnet et à faire des études européennes

36. Entre 1993 et 2007, 80 % du budget de l'ÚMV provient du MAE et 20 %, de financements sur projets. Depuis 2007, 50 % de son budget vient du Comité gouvernemental pour la Recherche et le Développement, 25 % du MAE et 25 % de fondations étrangères (Konrad Adenauer Stiftung, Bertelsmann, Pew Charitable Foundation, German Marshall Fund).

37. Comme le montrent les carrières de ses directeurs après 1989 : le *soixante-huitard* Václav Kotyk est remplacé en 1991 par Jiří Valenta (anciennement émigré à Miami), qui cède la place en 1994 à un émigré de retour de Grande-Bretagne, Otto Pick. Nommé Vice-ministre des Affaires étrangères en 1998, celui-ci est remplacé par le spécialiste des questions de sécurité Jiří Šedivý. Ministre tchèque de la Défense en 2006-2007, Jiří Šedivý est vice-secrétaire général de l'OTAN depuis 2007.

un attribut supplémentaire dans une carrière fondée sur une reconnaissance institutionnelle et académique préalable au niveau national.

C'est le cas du recteur de l'Université Masaryk de Brno, Petr Fiala. Né en 1964 et titulaire en 1989 d'un « petit doctorat » en histoire à l'Université Masaryk, il soutient en 1996 un doctorat en science politique et obtient un poste de *docent* à l'Université Charles de Prague. Petr Fiala gravit les échelons administratifs à la Faculté des sciences sociales de l'Université Masaryk, où il est nommé directeur du Département de science politique, puis professeur de science politique en 2002 et finalement doyen en 2004. Cet universitaire parcourt simultanément le chemin attendu en matière d'Actions Jean Monnet : celles-ci lui permettent d'abord de monter des cours sur l'intégration européenne au sein du Département de science politique (avec le financement d'un cours permanent en 1997 et d'un module en 1998), puis de créer le Département de relations internationales et d'études européennes en 2002 (grâce à une chaire de « développement de la recherche et de l'enseignement en études européennes »).

Petr Fiala a accumulé un capital académique très important puisqu'il est membre du Conseil scientifique de nombreuses universités, de la commission « science politique » de la Fondation tchèque pour la science ou encore de l'assemblée de l'Académie des sciences. Son insertion internationale repose à la fois sur son appartenance à un réseau germano-tchèque (en atteste sa participation à plusieurs recherches financées par des fondations allemandes et le statut de *Permanent Senior Fellow* de l'Institut für Europäische Politik de Berlin), et sur une intégration aux structures communautaires fondée sur la valorisation de ses capitaux académiques (il est membre du Conseil universitaire européen pour le projet Jean Monnet³⁸). Les études européennes ne constituent cependant qu'un pan d'une activité scientifique très diversifiée. Petr Fiala a en effet débuté ses travaux par des études sur les partis politiques, les groupes d'intérêts ou la politique comparée, avant de s'intéresser aux questions religieuses et à l'extrémisme politique, qui constituent ses thèmes de spécialisation au même titre que les questions européennes. Les postes de vice-présidence de l'Association tchèque de science politique entre 2002 et 2006 ainsi que la vice-présidence de la Conférence des recteurs d'université tchèques à partir de 2005 illustrent la position d'autorité de Petr Fiala dans l'espace académique national. Par ailleurs, sa proximité avec les acteurs politiques et gouvernementaux tchèques apparaît dans son appartenance simultanée au Conseil scientifique du ministère des Affaires étrangères, au *think tank* conservateur CEVRO³⁹ et à l'Institut d'étude des régimes totalitaires⁴⁰.

38. Regroupe des universitaires nommés par la Confédération des Conférences des Recteurs de l'UE et ECSA-Europe pour assister la Commission européenne dans la sélection des candidats aux Actions Jean Monnet.

39. Créé en 1999 pour assurer notamment la formation des fonctionnaires et hommes politiques tchèques en science politique, économie, relations internationales et droit (cf. <http://www.cevro.cz>).

40. Créé en 2008 avec une triple mission de recherche, de documentation et d'éducation sur la période communiste (cf. <http://www.ustrcr.cz>).

Conclusion

La structuration des études européennes résulte, en République tchèque, d'une série d'investissements de la part d'« entrepreneurs d'Europe » qui possèdent des savoirs et des savoir-faire valorisés pendant la période de pré-adhésion et à qui la coopération scientifique communautaire permet de développer des capitaux cosmopolites. Ceux-ci se positionnent simultanément dans l'espace scientifique national et communautaire conformément à l'équilibre qu'ils réalisent entre capitaux intellectuels, académiques et politiques. En ce sens, si l'Europe redistribue les ressources entre les acteurs d'un même espace national, son impact est filtré par d'importants effets de structure. Dans un espace académique tchèque peu stabilisé en raison du changement de régime, l'importation des études européennes est ainsi influencée par une proximité entre élites politico-administratives et acteurs universitaires qui tient tant à l'héritage du régime communiste qu'aux logiques de la construction communautaire. Une analyse centrée sur les trajectoires de quelques figures marquantes de cette sous-discipline éclaire une dynamique de spécialisation dans l'étude de la construction communautaire qui a fait des européens des praticiens de l'intégration européenne.

Laure NEUMAYER est maître de conférences en science politique à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, et membre du Centre de Recherches Politiques de la Sorbonne (CRPS). Elle a notamment publié *L'enjeu européen dans les transformations post-communistes. Hongrie, Pologne, République tchèque*, Paris, Belin, 2006, et a co-dirigé *L'Europe contestée. Espaces et enjeux des positionnements contre l'intégration*

européenne, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2008 (avec Antoine Roger et Frédéric Zalewski), ainsi que *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007 (avec Georges Mink). Ses recherches actuelles portent sur l'expertise européenne des partis centre-européens et sur les politiques de réconciliation mises en œuvre en Europe centrale par les institutions européennes.

laure.neumayer@univ-paris1.fr